



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

La Corne de l'Afrique : Questionnements géostratégiques et crises multiformes

Par **Abdoul Cisse**,

Responsable de la Délégation Afrique subsaharienne des Ambassadeurs de la Jeunesse

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2020.

Comment citer cette publication :

Abdoul Cisse,

« La Corne de l'Afrique : Questionnements géostratégiques et crises multiformes »,
Ambassadeurs de la Jeunesse, 12 février 2020.

Ambassadeurs de la Jeunesse
31 Rue de Poissy 75005 Paris
E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org
Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

Sommaire

Introduction – P. 2

Une région géostratégique convoitée – P. 4

Une région fragilisée par les crises – P. 8

Quelles perspectives pour les États de la région ? – P. 15

Conclusion – P. 18

La Corne de l’Afrique, surnom géographique de la péninsule de l’Afrique de l’Est, est composée dans sa considération restreinte des États de Somalie, d’Éthiopie, de Djibouti et de l’Érythrée. Dans son acception extensive, anglo-saxonne notamment, il faut intégrer le Kenya, le Soudan ou encore l’Ouganda¹. Dans les lignes qui suivent, nos propos seront circonscrits à la première délimitation. Il s’agit d’une région aux enjeux géopolitiques et géostratégiques d’une importance capitale pour la sécurité internationale. Relais historique entre la péninsule Arabique, l’Orient et le Bab el Mandeb, la région a pris une dimension importante dans le commerce maritime international depuis l’ouverture en 1869 du Canal de Suez. Ainsi, 12% de la production mondiale de pétrole brut et un tiers de l’approvisionnement énergétique de l’Europe transitent par ses eaux².

Par son importance stratégique, elle attire les puissances internationales rivalisant de méthodes et de stratégies pour s’implanter solidement dans une région historiquement convoitée. Djibouti, ancienne colonie française indépendante depuis 1977, joue le rôle de sentinelle de la région où sont installées les bases militaires américaine, chinoise, française, japonaise ou encore des contingents espagnols et italiens. L’ambition russe pour la Corne est de plus en plus manifeste. Toutefois, cette région est le théâtre de nombreux conflits à la fois internes et frontaliers rendant le voisinage complexe. Cette situation de « ni paix ni guerre », notamment entre l’Éthiopie et son voisin érythréen, sape le développement économique de la région qui dispose de nombreux atouts pouvant amorcer un changement.

Tel un empire du milieu, puissante de ses 112 millions d’habitants³ et d’une croissance de l’ordre de 10% annuel, l’Éthiopie joue un rôle de

¹ Sami Hakki et al. « La Corne de l’Afrique : une zone à géopolitique variable », *Revue Humanitaire*, 22 juillet 2009.

² Anne Guion, « Corne de l’Afrique, mais pourquoi ce chaos ? », *La Vie*, 23 janvier 2019.

³ Gilles Pison, « Tous les pays du monde », *Populations et Sociétés*, N° 569, Septembre 2019, https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/29504/569.population.societes.tous.pays.monde.2019.fr.pdf, consulté le 15 janvier 2020.

premier plan dans la résolution des conflits par la médiation et la contribution de ses troupes dans les missions de maintien de la paix. Toutefois, cette puissance démographique est victime de son enclavement, des conflits intercommunautaires qui la minent et de ses différends frontaliers avec l'Érythrée pour son commerce maritime. Sous le parapluie protecteur français depuis 1977 et de la présence importante sur son sol de bases militaires étrangères, Djibouti tire profit des crises politique et sociale de ses voisins ou encore de sa position stratégique. Petit État de 3,5 millions d'habitants, l'Érythrée s'illustre comme étant le pays le plus fermé de la région alors que le voisin somalien sombre dans une longue et couteuse guerre civile de plus de 20 ans, puis fait face aux attaques meurtrières du groupe terroriste Al-Shabbab. Stratégiquement capitale pour les puissances internationales, la Corne de l'Afrique fait face à des défis aussi importants que la sécurisation, l'apaisement des tensions politiques et intercommunautaires et les populations déjà victimes d'une instabilité chronique sont confrontées aux chocs climatiques aussi récurrents que violents dans la région.

Cet article contribue à la littérature sur les enjeux géostratégiques économiques, sécuritaires et politiques de la région. En premier lieu, il est utile d'analyser la politique des grandes puissances pour capitaliser les intérêts de la zone maritime ainsi que la militarisation de la zone. Toutefois, en sus de cet intérêt croissant, la région connaît des crises multiformes aux racines profondes. Jadis considérée comme une région de troubles et de crises, certains États de la Corne de l'Afrique amorcent tant bien que mal des périodes de relative stabilité mais restent confrontés à de nouveaux défis pour définitivement tourner la page sombre de leur histoire meurtrière et sanglante. En dernier ressort, nous évoquerons les nombreux défis auxquels les États font face à l'aune de la nouvelle décennie et des nouvelles données géopolitiques.

I. Une région géostratégique convoitée

Située à la croisée des chemins entre l’Afrique, l’Europe et l’Asie, la Corne de l’Afrique est au cœur du jeu d’influence des grandes puissances depuis le XVIII^e siècle. Séparée à l’Est par la mer Rouge et le Golfe d’Aden, la région prend une nouvelle dimension dans le commerce maritime international après l’ouverture du Canal de Suez en 1869. Elle permet aux navires d’atteindre l’Asie sans contourner l’Afrique par le Cap de Bonne Espérance, une voie maritime jugée longue et onéreuse. Le Golfe d’Aden a l’avantage de relier le Canal de Suez au Golfe Persique. Pendant la guerre froide, la Corne de l’Afrique est l’objet d’une vive rivalité entre les deux blocs qui apportent soutien financier et matériel aux régimes dictatoriaux de la région. L’une des conséquences de la fin de la guerre froide est le désintérêt progressif des grandes puissances pour la région. Dès lors, celle-ci doit faire face à de nombreuses crises et conflits. Toutefois, au début des années 2000, l’insécurité galopante dans cette région stratégique est perçue comme une menace pour la sécurité internationale.

L’émergence d’un nouveau contexte stratégique au lendemain des événements du 11 septembre 2001 a fait de la région une zone principale de la politique américaine de lutte contre le terrorisme international. En effet, l’administration Bush décide dès octobre 2002 de l’établissement d’une force opérationnelle (*Task Force*), le *Combined Joint Task Force-Horn of Africa* (CJTF-HOA) basée à Djibouti. Le déploiement des troupes américaines dans la région « devait à la fois servir une stratégie d’influence vis-à-vis des pays environnants de la Corne mais aussi permettre de créer une base avancée pour les opérations vers le Moyen Orient »⁴. Cette nouvelle stratégie de l’administration Bush considère l’Afrique, notamment la

⁴ Sami Makki, « La Corne de l’Afrique, un espace régional sous haute surveillance internationale », *Revue Humanitaire*, 22 juillet 2009.

Corne avec une forte population musulmane et sa proximité géographique avec le Moyen-Orient (fief d'Al-Qaïda), comme une menace pour les intérêts américains. D'autant que les spécialistes et experts américains classent les États de la Corne comme « faillis » ou « faibles », incapables de faire face à la menace terroriste de plus en plus croissante. Cette nouvelle conception stratégique américaine de lutte contre le terrorisme se lit dans la *National Security Strategy* de 2002 dans laquelle on peut ainsi lire que « en Afrique, promesse et opportunité, maladies, guerres et pauvreté désespérée existent côte à côte. Ceci menace à la fois une valeur fondamentale des États-Unis - la préservation de la dignité humaine - et notre priorité stratégique - combattre la terreur »⁵. Dès lors, les États-Unis développent une stratégie pour l'Afrique de plus en plus militarisée. Cette nouvelle politique mobilise une part importante des 750 millions de dollars US du fonds d'assistance internationale américaine de 2003. Ainsi, 500 millions sont consacrés au financement militaire international alors que 100 millions sont dédiés à l'*Est Africain Counter Terrorisme Initiative* et 52 millions pour l'établissement d'un Centre antiterroriste. Seuls 14 millions mobilisent les aspects humanitaires tels que l'éducation⁶. Le CJTF-HOA est intégré en 2008 à l'Africom, le nouveau commandement des États-Unis pour l'Afrique. Sous l'égide de l'Africom, les forces américaines de Djibouti comptent environ 4000 soldats⁷ basés au camp Lemonnier. Il s'agit de la plus importante base américaine permanente sur le continent. Alors que les États-Unis entendent réduire leurs effectifs en Afrique en général, la Corne de l'Afrique voit débarquer de nouveaux partenaires militaro-commerciaux à l'image de la Chine.

⁵ Ral Noémie, « La stratégie américaine dans la Corne de l'Afrique après le 11 septembre : Incohérence et controverse », Centre d'Etudes des Politiques Etrangères et de Sécurité, Vo. 8, n°8, 5 novembre 2007, http://www.icim.uqam.ca/IMG/pdf/Corne_d_Afrique_final.pdf, consulté le 15/01/2020.

⁶ *Ibid.*

⁷ Barotte Nicolas, « A Djibouti, le face-à-face des armées du monde », Le Figaro, 31/01/2020.

L'intérêt chinois pour le continent africain remonte à la conférence de Bandung du 18 au 24 avril 1955 à Java en Indonésie. Il est toutefois ponctué d'ouverture et de replis, reflet de la politique extérieure chinoise. De la « percée sentimentale des années 1960 »⁸ à son retour en force des années 2000 en passant par le désintérêt des années 1980, la politique chinoise en Afrique répond en premier lieu à une logique commerciale. Par cette approche, elle se démarque quelque peu de la politique américaine. Ainsi, depuis 2011, la Chine est, au détriment des puissances occidentales, devenue le premier partenaire commercial du continent africain. Ce nouveau partenariat commercial entre l'Afrique et la Chine est formalisé par le Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) initié en 2000. Entre 2000 et 2015, les échanges commerciaux chinois avec l'Afrique sont multipliés par 30 et on recense à la même période pas moins de 2500 entreprises chinoises sur le continent⁹. Dès lors, la Chine bascule définitivement d'une relation politique (1960) à une relation économique sino-africaine depuis la visite de Jiang Zemin en 1996 en Afrique, invitant les entreprises chinoises à se déployer sur le continent. Ce nouveau déploiement de la puissance économique chinoise est accompagné d'une massive expatriation de la population chinoise de plus en plus exposée aux enlèvements. Face à cette montée spectaculaire des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique, s'installer militairement dans la Corne, point d'entrée sur le continent, et protéger ses intérêts et ses ressortissants est presque devenu un impératif pour la Chine. D'autant que Djibouti demeure un maillon essentiel de la nouvelle route de la soie dont l'ambition première reste la conquête des marchés européens. Avec l'ouverture de sa première base militaire étrangère à Djibouti en 2017 avec 2000 hommes en 2019¹⁰, la Chine met en avant son attachement à la sécurité de ses intérêts et de ses ressortissants. Aussi,

⁸ Ibrahima Niang, « Afrique-Chine : du politique à l'économique, une si longue histoire », *Le Point*, 22/07/2018.

⁹ <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/chinafrique>, consulté le 15/01/2020.

¹⁰ Barotte Nicolas, *op.cit.*

elle s'affirme comme une puissance internationale incontournable. De même que la stratégie américaine de lutte contre le terrorisme dépasse les frontières nationales, la nouvelle politique de défense chinoise s'exporte hors du territoire national. Avec cette nouvelle base militaire, la Chine se positionne désormais comme une puissance mondiale rivalisant avec les puissances occidentales. En cela, la Corne de l'Afrique constitue pour elle à la fois une zone de test et de confirmation de ses nouvelles ambitions.

Alors que les présences américaine et chinoise mobilisent davantage les chroniques, la France entretient des liens historiques avec Djibouti. La présence des forces françaises dans ce pays est encadrée par les accords de défense de 2011. Ils succèdent aux premiers accords de défense signés en 1977. Avec ses 1450 militaires¹¹, la base militaire de Djibouti constitue la plus importante base permanente française sur le continent. Si ces accords permettent à la France de disposer de forces opérationnelles dans une zone instable mais stratégique, ils assurent à Djibouti, outre les contreparties financières, les garanties de l'engagement français à la défense de son intégrité territoriale. Dans une moindre importance, le pays abrite un contingent italien de 92 hommes¹², quelques espagnols et une base japonaise de 200 soldats depuis 2011. Il s'agit de la première base étrangère permanente du Japon depuis 1945.

Dans la Corne de l'Afrique, toutes les voies militaires mènent à Djibouti. Ce petit État joue désormais un rôle de premier plan dans la stabilisation de la région en ce qu'il accueille les forces d'intervention des puissances étrangères. Tous les drones américains ciblant les positions islamistes à la fois au Yémen et en Somalie partent du camp Lemonnier à Djibouti. Il s'agit de la plus importante base américaine

¹¹ Ministère des Armées, <https://www.defense.gouv.fr/english/operations/forces-de-presence/djibouti/dossier/les-forces-francaises-stationnees-a-djibouti>, consulté le 05/02/2020.

¹² Ministère de la Défense italien, <https://www.difesa.it/OperazioniMilitari/Pagine/OperazioniMilitari.aspx>, consulté le 05/02/2020.

permanente en Afrique¹³, ce qui témoigne de l'intense activité dans cette zone.

Également, les navires des organisations internationales en lutte contre les pirates somaliens sont basés sur les côtes somaliennes. Néanmoins, la cohabitation de grandes puissances militaires et économiques aux intérêts parfois inconciliables n'est pas sans danger pour la stabilité de Djibouti. Cette présence militaire et/ou économique n'est viable uniquement dans un État stable et sécurisé. Avec ces déploiements militaires, Djibouti tire un profit direct de la situation par les loyers acquittés par les puissances étrangères à hauteur de 200 millions de dollars par an¹⁴. Aussi, l'emploi de civils djiboutiens dans les bases militaires offre une certaine perspective professionnelle dans ce pays pauvre.

II. Une région fragilisée par les crises

La Corne de l'Afrique est, depuis l'indépendance des États dans les années 1960, en proie à des conflits meurtriers aux conséquences humanitaires désastreuses. L'une des principales causes des conflits dans la région, comme dans d'autres régions du continent africain, est la remise en question des frontières étatiques et des projets d'autodétermination souvent soutenus par un État rival. Dès 1961, l'Éthiopie, État millénaire, fait face à des mouvements séparatistes érythréens. Au prix d'un long et sanglant conflit (1961-1991), l'Érythrée accède à l'indépendance en 1993 après le référendum de 1991. Le désaccord entre les deux États sur le tracé de leur frontière commune conduit à un nouveau conflit entre 1998 et 2000 à propos de

¹³ Twitter, Arnaud Danjean, 12/12/2019.

¹⁴ Gesostratégia, « Base militaire chinoise à Djibouti : symbole d'un changement de posture stratégique », 8 janvier 2018, <https://www.geostategia.fr/base-militaire-chinoise-a-djibouti-symbole-dun-changement-de-posture-strategique/>, consulté le 05/02/2020.

la ville de Badme. Revendiquée par les deux États, une commission arbitrale reconnaît la souveraineté érythréenne sur la ville. En dépit de cette décision, l'Éthiopie - ayant occupé militairement la ville - refuse de retirer ses troupes. La naissance du nouvel État érythréen n'est pas sans conséquence pour l'Éthiopie qui, après la fermeture en 1998 par l'Érythrée des frontières communes, est privée de tout accès maritime, l'obligeant ainsi à se tourner vers Djibouti. Il faut attendre 2018 et l'arrivée de Abiy Ahmed, Premier ministre éthiopien pour que les postes frontaliers entre les deux États s'ouvrent à nouveau. Après la signature d'un accord formel en septembre 2018 entre le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et le Président érythréen Isaias Afwerki (en poste depuis l'indépendance en 1993), deux postes frontaliers sont ouverts avant d'être refermés en décembre 2018 par le Gouvernement érythréen. Alors qu'elle est en plein conflit avec l'Érythrée, l'Éthiopie doit également faire face à un nouveau front au Sud-Est suite à l'invasion somalienne.

Les relations conflictuelles entre l'Éthiopie et la Somalie prennent une nouvelle tournure en 1977 lorsque les troupes somaliennes conquérantes occupent l'Ogaden (territoire éthiopien) en soutien à la *West Somalia Liberation Front*, un groupe séparatiste de l'Ogaden réclamant l'annexion de la région par la Somalie. L'objectif somalien est de réunir dans une « Grande Somalie » tous les peuples Somalis de la Corne de l'Afrique dispersés entre le Kenya, Djibouti et l'Éthiopie (Ogaden). Dans un contexte de guerre froide où les jeux d'alliances évoluent au gré des intérêts stratégiques, l'Éthiopie, soutenue par l'URSS (ancienne alliée de la Somalie) et ses pays satellites (Cuba notamment), reconquiert toute la région de l'Ogaden et envahit une importante partie Nord de la Somalie. La guerre ouverte dure deux ans mais il faut attendre les accords d'avril 1988 pour mettre officiellement un terme à ce conflit meurtrier. La résolution du conflit se fait au détriment de l'unité somalienne. Le projet de « Grande Somalie » de

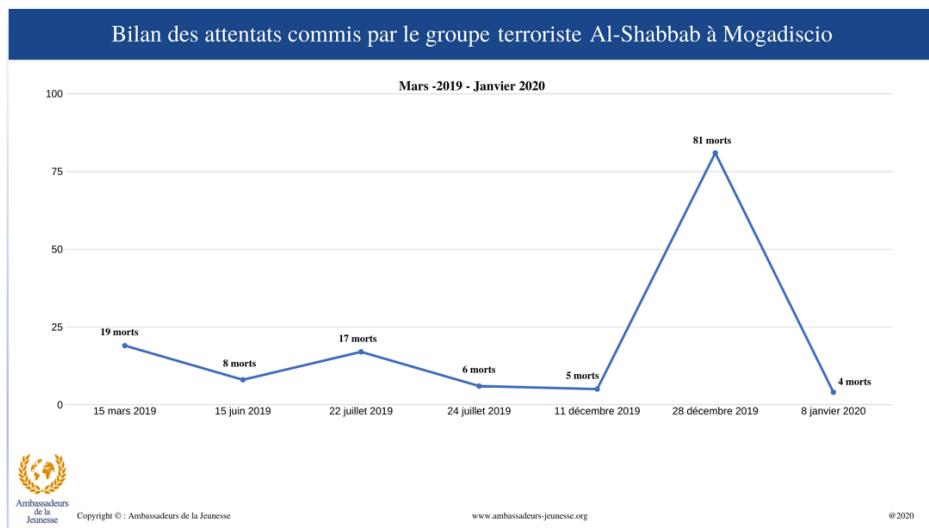
Siyad Barre est complètement anéanti par l'Éthiopie et ses alliés. Pire encore, la Somalie doit faire face au mouvement sécessionniste venu du nord. Après une décennie de guerre civile, le Mouvement National Somalien proclame en 1991 l'indépendance de la République de la Somaliland située au nord du pays et correspondant à l'ancien protectorat britannique. Dans le chaos et l'instabilité que connaît la Somalie, le Puntland, nord-est du pays, proclame son autonomie en 1998. La multiplication de ces « micro-États » non reconnus par la communauté internationale pose notamment des problèmes de frontières, sources d'instabilité et de conflits. Ainsi pendant plus de vingt ans, la Somalie, morcelée, fait face à une longue et couteuse guerre civile causant le déplacement de milliers de civils réfugiés dans les pays voisins.

Déjà fragilisées par ces guerres internes sans fin, les populations sont également confrontées à des chocs climatiques de plus en plus récurrents et violents dans le pays. En Somalie, la gravité de la famine de 2011 a braqué les projecteurs sur le pays. Plus de 260 000 personnes auraient péri dans cette catastrophe. Cinq ans plus tard en 2017, le pays est confronté à une nouvelle vague de sécheresse qui engendre le déplacement d'environ 1 million de personnes. Au cours de l'année 2018, l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) a enregistré 547 000 déplacés internes pour catastrophe naturelle tandis que 578 000 autres doivent abandonner leurs foyers pour cause de guerre et de violence. La conjugaison des facteurs humains et des facteurs naturels a exacerbé la crise en Somalie, d'autant que le groupe terroriste Al-Shabbab - qui a prêté allégeance à Al-Qaïda en 2010 - s'illustre par des attentats meurtriers. Il fait de la région en général et de la Somalie en particulier une zone de terrorisme international.

La Somalie est une zone stratégique dans la Corne de l'Afrique. À ce titre, l'Union européenne assume un rôle important, à l'instar du

déploiement de missions civiles et militaires¹⁵. En effet, l'Union soutient matériellement certaines structures militaires. C'est à ce titre qu'a été mise en place à Mogadiscio une mission européenne de formation des soldats maliens¹⁶. En ce sens, le député européen Arnaud Danjean, en déplacement en Somalie en décembre 2019, a ainsi écrit : « [a]u-delà de l'entraînement et de la formation des soldats qui vont combattre les Shebab, le volet d'accompagnement et de conseil auprès des structures de commandement somaliennes est également important. Le défi est immense mais les progrès sont indéniables, quoique fragiles. Il est regrettable que seulement 8 nations européennes, au premier rang desquelles l'Italie, contribuent à cette opération, d'ampleur modeste mais qui a un évident impact et qui permet à l'Europe d'être présente dans une zone stratégique où sévit la menace jihadiste. »¹⁷

Le graphique ci-dessous dresse un bilan des attentats commis par le groupe terroriste en Somalie entre le mois de mars 2019 et le mois de janvier 2020.



¹⁵ Twitter, Arnaud Danjean, 13/12/2019.

¹⁶ *Idem*, 12/12/2019.

¹⁷ *Idem*.

Entre le 15 mars 2019 et le 8 janvier 2019, on dénombre un total de 140 morts suite à des attaques du groupe terroriste Al-Shabbab à Mogadiscio. En moyenne, cela correspond à 20 morts par attaque. Dans le cadre de l'attaque du 24 juillet 2019, le maire de Mogadiscio a été tué. L'attaque la plus meurtrière en nombre de morts est celle du 28 décembre 2019 avec un total de 81 morts.

Considérée comme le géant de la Corne de l'Afrique et l'un des pays les plus prometteurs du continent, l'Éthiopie avec ses 112 millions d'habitants répartis en plus de 80 groupes ethniques et nationalités, n'est pas moins assise sur un volcan identitaire qui fragilise la stabilité et les espoirs suscités depuis l'élection le 2 avril 2018 de Abiy Ahmed. La vie politique éthiopienne est en effet dominée par trois groupes communautaires qui se disputent le pouvoir. Les Amharas (Nord-Ouest) ont dirigé le pays du IX^e siècle jusqu'à la chute de Mengistu Haïlé Mariam en 1991. Son éviction du pouvoir profite au Tigréen Meles Zenawi. La mort de celui-ci en 2012 profite à Haile Mariam Dessalegn, démissionnaire en 2018. Ces différents régimes qui se succèdent, notamment celui de Mengistu Haïlé Mariam, sont marqués par la violation des libertés fondamentales et par l'interdiction de partis politiques ou encore par l'emprisonnement d'opposants. La démission brusque, aux raisons jusqu'ici pas clairement établies, profite à l'actuel Premier ministre Abiy Ahmed - un Oromo - le 2 avril 2018. Pour la première fois les Oromo, communauté majoritaire du pays, prennent les rênes du gouvernement éthiopien. Son élection semble marquer une nouvelle ère dans les libertés individuelles et collectives du pays. L'une des premières mesures phares du gouvernement est la libération de milliers de prisonniers politiques et le retour d'exilés politiques. Abiy Ahmed engage l'Éthiopie dans une voie plus démocratique. Pour autant, peut-on à ce stade parler de démocratisation de l'Éthiopie ? Sur le plan international, le nouveau Premier ministre parvient à signer un

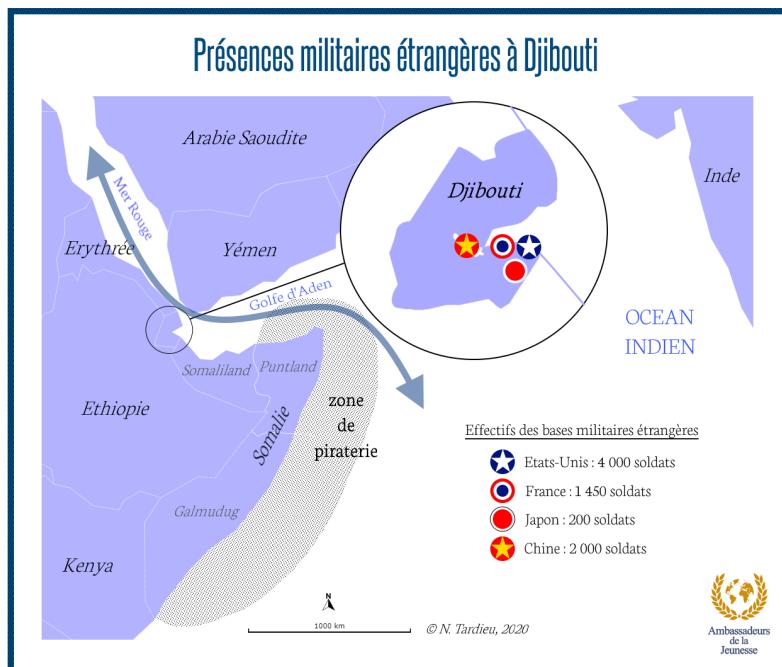
accord avec le frère ennemi érythréen, faisant souffler un vent d’apaisement dans les relations entre les deux pays.

Toutefois, la vie politique éthiopienne est loin d’être stabilisée, d’autant que les prochaines élections générales prévues au courant de l’année 2020 risquent de mettre un coup d’arrêt aux évolutions enregistrées dans le pays depuis 2018. Alors que la communauté internationale observe avec optimisme la tournure de la vie politique éthiopienne et surtout sa croissance économique, des séries d’attentats au courant de l’année 2019 viennent assombrir le ciel politique du pays. Elle est marquée par les assassinats, le 22 juin 2019, du Chef d’état-major de l’Armée Ethiopienne, le Général Seare Mekonnen, et le Président de la région Amhara. Addis Abeba dénonce une tentative de coup d’État. Cela met en exergue l’instabilité de la vie politique du pays et les relations conflictuelles entre les communautés alors que l’on peut redouter un vent de « revanche » chez les Oromo, longtemps lésés par les gouvernements précédents. Les conflits intercommunautaires ont entraîné en 2018 le déplacement de pas moins de 2 895 000 personnes alors que plus de 296 000 personnes seront contraintes de quitter leurs foyers en raison des catastrophes naturelles¹⁸. Cela est exacerbé par les graves inondations qui ont frappé le pays en octobre 2018.

Après une période de guerre civile entre 1991 et 1994, Djibouti connaît depuis 1999 avec l’élection à la présidence de Ismaïl Omar Guelleh du Rassemblement Populaire pour le Progrès, une période de stabilité politique. Le pays tire profit de cette stabilité et des conflits de ses voisins. Ce qui fait de lui en dehors de sa situation géostratégique, un acteur incontournable de la région en ce qu’il accueille les principales bases militaires des grandes puissances occidentales et asiatiques. Toutefois, cette forte présence militaire étrangère n’entame-t-elle pas la souveraineté djiboutienne ? Par ailleurs, l’économie djiboutienne est fortement dépendante de l’activité portuaire et des

¹⁸ <https://www.internal-displacement.org/countries/ethiopia>, consulté le 05/02/2019.

rentrées directes des loyers des bases militaires. Tout redéploiement de forces, notamment américaines, risque de plonger le pays dans une mauvaise situation économique - d'autant que son économie est très peu diversifiée.



Cet état de conflit intra-étatique et interétatique permanent plonge les populations dans une situation humanitaire catastrophique, contraignant celles-ci à fuir leurs foyers habituels. Selon le Centre d'Etude Stratégique de l'Afrique, le conflit et la gouvernance répressive constituent les principaux facteurs de déplacement en Afrique. La majeure partie des déplacements s'effectue au sein même du continent. Il convient d'ajouter à ces éléments, notamment dans la Corne de l'Afrique, le facteur climatique. Dans cette région, près de 80% des populations dépendent du secteur agricole. Cette forte dépendance à la pluviométrie rend les populations de cette zone, beaucoup plus qu'ailleurs, plus vulnérables aux changements climatiques qui peuvent conduire à des situations de famine sans nom.

III. Quelles perspectives pour les États de la région ?

Le premier défi auquel la région doit faire face aujourd’hui est l’élimination des facteurs d’instabilité, lesquels minent la sécurité de la région depuis des années. Dans la Corne de l’Afrique, la première cause de déplacement des personnes est liée à la guerre et aux violences. Celles-ci sont notamment dues aux différends frontaliers puis aux conflits intercommunautaires. À ces facteurs humains, il convient d’ajouter l’élément naturel qui bouleverse davantage la stabilité de la région déjà fragilisée par les conflits.

Le rapprochement entre l’Éthiopie et son voisin érythréen en avril 2018 a ouvert une voie de résolution pacifique des conflits frontaliers entre les deux États. Le conflit qui oppose ces frères ennemis est toutefois loin de connaître son épilogue même s’il y a lieu de reconnaître les avancées notoires dans le dossier de la ville de Badme. En effet, en contrepartie des accords signés en avril 2018, le Premier ministre éthiopien s’est engagé à respecter la décision de la commission frontalière de 2002 en restituant le territoire de Badme à l’Érythrée. Néanmoins, les populations sont fortement opposées à cette annexion, puisqu’il s’agit de l’un des régimes les plus fermés de la Corne et au-delà même du continent, surnommé la « Corée du nord de l’Afrique ». Ce rattachement à l’Érythrée risque de créer dans la région frontalière un foyer de rébellion qui à terme entamerait la stabilité de la zone.

La rareté des ressources et la croissance démographique attisent les conflits intercommunautaires voire interprofessionnels (éleveurs-agriculteurs) à l’instar de l’Éthiopie, où l’agriculture est le principal secteur économique et un contributeur majeur de l’exportation éthiopienne. Dans ce sens, la question foncière est primordiale pour le pays en raison de la forte croissance démographique pouvant atteindre

plus de 200 millions de personnes en 2050¹⁹. Cependant, le secteur agricole est très vulnérable et les risques liés au changement climatique sont considérables. Le gouvernement éthiopien a mis en place depuis 2010 son plan de développement et de transformation intitulé *Growth and Transformation Plan* (GTP). Ce plan, dont la deuxième phase est mise en œuvre depuis 2015, place l'agriculture comme la principale source de développement économique du pays. On peut ainsi noter dans ce document que « *[i]n the GTP I, it was clearly indicated that the agricultur sector would continu to be the main source of the economic growth* »²⁰. La stratégie éthiopienne, pour un secteur de plus en plus vulnérable et dépendant de la pluviométrie, consiste à démocratiser de manière effective la technologie agricole et à impulser les politiques d'irrigation. Aussi, le plan éthiopien met l'accent sur le développement de l'infrastructure et l'industrialisation. Il va sans dire que ces mesures, mises en relation avec l'extension urbaine d'Addis Abeba, ont un impact sur les villes environnantes, donnant lieu à des violences communautaires comme ce fut le cas en décembre 2017 dans la région de Oromia. La stabilisation des tensions intérieures ainsi que les changements climatiques demeurent à ce jour les principaux défis auxquels le gouvernement éthiopien reste confronté. Toutefois, on ne peut pas passer sous silence les tensions latentes dans la zone frontalière de Badme.

Si la Somalie est considérée comme « ethniquement » homogène, la gestion de l'insécurité ne demeure pas moins la principale préoccupation de Mogadiscio. Le pays est aujourd'hui considéré comme le terreau du terrorisme international et est le lieu de prédilection de la piraterie. La lutte contre la piraterie a servi de mobile à l'installation militaire chinoise dans la région mais aussi au déploiement en 2008 de l'opération Atalante de l'Union européenne

¹⁹ Gilles Pison, *op.cit.*

²⁰ Federal Democratic Republic of Ethiopia « *Growth and Transformation Plan II (GTP II) (2015/16-2019-20* », National Planning Commission, May 2016, Addis Abeba, 225 p.

tout comme la lutte contre le terrorisme avait, quelques années plus tôt, motivé le redéploiement des forces américaines à Djibouti. L'activité de la piraterie a considérablement diminué sur les côtes somaliennes. Aucun détournement de navires réussi n'a été enregistré depuis mars 2017. Mais le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte à l'unanimité lors de sa séance du 4 décembre 2019 la résolution 2500 reconduisant l'autorisation aux États et organisations internationales dans la lutte contre la piraterie sur les côtes somaliennes. L'action militaire dans les eaux somaliennes a permis de maîtriser la piraterie. Cependant, force est de constater que les causes profondes du phénomène telles que le manque de perspectives professionnelles, l'insécurité et la pauvreté gagnent du terrain ; ce qui semble motiver la nouvelle résolution du Conseil de sécurité sur l'appel de la Somalie. Néanmoins, le pays reste très fragilisé par les activités du groupe terroriste Al-Qaïda. En 2010, l'Union européenne en partenariat avec l'Union africaine lance l'opération EUTM destinée à la formation et au renforcement des capacités opérationnelles des forces somaliennes. La préservation de la sécurité dans la région est un défi à relever pour chaque État mais également pour les grandes puissances internationales qui, de plus en plus, prennent en considération les menaces liées au trafic maritime mondial et au terrorisme.

Conclusion

La Corne de l’Afrique devient progressivement le centre des préoccupations des grandes puissances internationales. La lutte contre le terrorisme ou encore la lutte contre la piraterie vont justifier le déploiement de la puissance militaire américaine ou encore de la Chine voire du Japon dans le petit État de Djibouti. La France, alliée historique de Djibouti, est rattrapée par la Chine qui devient le principal partenaire économique du pays et qui détient une base militaire. Selon les projections, cette dernière serait en mesure d'accueillir 10 000 soldats. Les puissances occidentales, avec leur allié japonais, assistent à la montée de la puissance économique chinoise. La Chine se pose par ailleurs comme un acteur majeur dans la résolution des conflits avec, entre autres, le financement d’opérations de maintien de la paix.

Alors que les puissances étrangères se ruent sur les terres encore disponibles pour renforcer leur présence dans la région, les États de la Corne de l’Afrique sont dans une dynamique de crise et de reconstruction permanente. L’Éthiopie, après une longue période de guerre civile et de catastrophes naturelles sapant son développement économique, amorce une véritable « révolution économique » marquée par une croissance à deux chiffres et par la libéralisation ainsi que la privatisation de son économie depuis l’arrivée d’Abiy Ahmed en 2018. Le pays s’est progressivement imposé comme un acteur majeur dans la résolution des conflits dans la région, notamment en Somalie où il se pose comme contributeur de troupes. Toutefois, cet « empire du milieu » de la Corne ne demeure pas moins exposé aux conflits intercommunautaires et aux chocs climatiques. Bon an, mal an, l’Éthiopie profite largement du dynamisme économique de la région mais reste dépendante de Djibouti, son seul débouché maritime après la fermeture des ports érythréens. L’implosion de la Somalie en 1991 a laissé place à une situation de chaos et de crise généralisée où

terrorisme, guerres civiles et sécheresse plongent les populations dans une insécurité chronique sous les yeux des forces internationales en présence.

À l'orée de la nouvelle décennie, les États de la région sont confrontés à de nombreux défis, au premier rang desquels la stabilisation de la région afin de mieux prévenir et faire face aux situations de catastrophe, d'autant qu'avec la croissance démographique la population pourrait doubler d'ici 2050. En résumé, gouvernance, consolidation de la paix, stabilisation de l'État et sécurité alimentaire demeurent les principaux défis pour les États de la Corne de l'Afrique.

Bibliographie

Comité International de la Croix-Rouge, « Ethiopie-Somalie : des millions de personnes prises au piège du changement climatique et de la violence », *CICR*, Addis Abeba, 15/01/2020, <https://www.icrcnewsroom.org/story/fr/1894/ethiopia-somalia-climate-change-and-violence-trap-millions-in-near-constant-crisis>, consulté le 03/02/2020.

Gascon Alain, « Espoir et inquiétude dans la Corne de l’Afrique », *Revue Humanitaire*, 22 juillet 2019.

Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS (dir.), Approche globale et Union européenne : le cas de la Corne de l’Afrique, Etude de l’IRSEM n°35, octobre 2014.

Géoinfluence, « *Chinafrique* », <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/chinafrique>, consulté le 15/01/2020

Gnanguénon Amandine (dir.), « Les défis stratégiques africains : exploration des racines de la conflictualité en Afrique de l’Est », Etude de l’IRSEM n°24, 2013.

Guion Anne, « Corne de l’Afrique, mais pourquoi ce chaos ? », *La Vie*, 23 janvier 2019.

Hache Emmanuel et Merigot Kevin, « Géoéconomie des infrastructures maritimes de la route de la soie maritime », *Revue Internationale et Stratégique*, vol.9, n°107, 2017, pp. 85-94

Hakki Sami et al. « La Corne de l’Afrique une zone à géopolitique variable », *Revue Humanitaire*, 22 juillet 2019.

Hakki Sami, « La Corne de l’Afrique, un espace régional sous haute surveillance internationale », *Revue Humanitaire*, 22 juillet 2009, <https://journals.openedition.org/humanitaire/399?lang=en>, consulté le 20/01/2020.

Le Houérou Fabienne, *Erythrée-Ethiopie, frères ennemis de la Corne de l’Afrique*, Paris, L’Harmattan, 2000, 159 p.

Le Point Afrique, « croissance : l’Ethiopie, ce champion du monde », Le Point, le 01/10/2017, https://www.lepoint.fr/economie/croissance-l-ethiopie-retrouve-son-rang-29-09-2017-2160897_28.php, consulté le 15/01/2020.

Martineau Jean-Luc, « Djibouti et le commerce des bases militaires : un jeu dangereux », *L'Espace géopolitique*, 34 I 2018- 1, <https://journals.openedition.org/espacetopolitique/4719=en> consulté le 20/01/2020.

Niang Ibrahima, « Afrique-Chine : du politique à l'économique, une si longue histoire », *Le Point*, 22/07/2018, https://www.lepoint.fr/economie/afrique-chine-du-politique-a-l-economique-une-si-longue-histoire-22-07-2018-2238157_28.php, consulté le 18/01/2020.

Pairaul Thierry, « Quelle présence chinoise en Afrique », *Les Cafés Géographiques*, 8 mars 2018, <http://cafe-geo.net/quelle-presence-chinoise-en-afrique/>, consulté le 20/01/2020.

Ral Noémie, « La stratégie américaine dans la Corne de l'Afrique après le 11 septembre : entre incohérence et controverse », *Institut d'Etudes Internationales de Montréal*, Vol 8, n°8, 5 novembre 2007, http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Corne_d_Afrique_final.pdf, consulté le 20/01/2020.